M.E.S., Numéro 142, Vol. 2, septembre – octobre 2025
https://www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N°ISSN (en ligne) : 2790-3109
N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Revue Internationale des Dynamiques Sociales

Mouvements et Enjeux Sociaux

Kinshasa, septembre - octobre 2025

ACCOMPAGNEMENT DES MICROS, PME DE LA VILLE DE MBUJIMAYI :

au cœur des avis de certaines structures spécialisées étatiques, paraétatiques et privées

par

Philippe ILUNGA MUELA

Assistant, Enseignant-Chercheur

Université Officielle de Mbujimayi

Résumé

En Afrique, malgré le poids des PME dans le tissu socioéconomique, leur création et leur développement se heurtent à de nombreux obstacles. La pauvreté des environnements d'affaires, la faiblesse des écosystèmes entrepreneuriaux, la difficulté d'accès au financement et aux infrastructures modernes réduisent fortement leurs chances de survie et de croissance. Pourtant, plusieurs études montrent qu'une entreprise accompagnée a plus de ***chances*** *de survivre et de croître que celle qui n'en bénéficie pas (Lefilleur J., 2008 ; Christophe Schmitt, 2016 ; Robic J.-P. et Lemeunier S., 2015 ; Karim Messeghem, 2021).*

Dans la ville de Mbujimayi (RD Congo), il existe des PME en activité, mais leur développement se heurte à de multiples contraintes. Du point de vue des structures étatiques, paraétatiques, privées et des institutions financières, l'accompagnement entrepreneurial apparaît comme un levier décisif mais encore peu exploité. Ce papier a pour objectif de présenter les avis de quelques structures spécialisées sur l'accompagnement des micros et PME de la ville de Mbujimayi, et de dégager les pistes possibles de contribution de ces structures à leur innovation et à leur émergence.

Les données mobilisées proviennent d'une enquête par questionnaire et d'un entretien semi-directif auprès de diverses structures concernées. Les résultats montrent que les micros et PME évoluent dans un environnement caractérisé par des infrastructures insuffisantes, un accès difficile au financement, une fiscalité jugée lourde, une faible culture d'accompagnement et de crédit, ainsi que des pratiques de gestion peu outillées. L'accompagnement entrepreneurial, bien qu'identifié comme indispensable, reste encore marginal et insuffisamment structuré. Des pistes sont proposées pour renforcer l'appui à ces micros et PME et améliorer l'écosystème d'affaires local.

Mots-clés : *accompagnement entrepreneurial, écosystème entrepreneurial, environnement d'affaires, entrepreneuriat, micros et PME, Mbujimayi*

Abstract

In Africa, despite the importance of SMEs in the socio-economic fabric, their creation and development face numerous obstacles. Poor business environments, weak entrepreneurial ecosystems, and limited access to finance and infrastructure strongly reduce their chances of surviving and growing. Yet, several studies have shown that a supported firm is more likely to survive and grow than one that does not benefit from such support.

In the city of Mbujimayi (DR Congo), SMEs do exist, but their development is constrained by multiple factors. From the perspective of public, semi-public and private specialized structures, as well as financial institutions, entrepreneurial support appears as a key but still under-exploited lever. This paper aims to present the views of some specialized structures on the support for Micro, Small and Medium Enterprises (MSMEs) in Mbujimayi and to identify possible ways in which these structures can contribute to their innovation and emergence.

Data were collected through a questionnaire survey and a semi-structured interview with various stakeholders. The results show that MSMEs operate in an environment characterized by insufficient infrastructure, difficult access to finance, heavy taxation, weak support and credit culture, and poorly equipped management practices. Entrepreneurial support, although recognized as crucial, remains marginal and insufficiently structured. The paper suggests avenues to strengthen support for MSMEs and to improve the local business ecosystem.

Keywords : *entrepreneurial support, entrepreneurial ecosystem, business environment, entrepreneurship, MSMEs, Mbujimayi.*

INTRODUCTION

Depuis plus d'une décennie, et pour de nombreux entrepreneurs, les micros et petites et moyennes entreprises (micros, PME) jouent un rôle déterminant dans le tissu socioéconomique. Elles contribuent à la création de richesses, d'emplois et de valeur ajoutée, et sont considérées comme un acteur majeur du développement économique dans plusieurs pays, notamment en Afrique, où elles représentent une part importante du tissu productif et une très grande majorité des emplois (Lefilleur J., 2008).

Cependant, malgré leur poids dans le tissu socioéconomique des sociétés, les micros et PME font face à de nombreux obstacles (Christophe Schmitt, 2016). La création d'une entreprise constitue une initiative risquée et complexe, soumise à des contraintes multiples (financières, institutionnelles, organisationnelles) dont la maîtrise suppose des apprentissages et des ressources spécifiques ; la pérennité des entreprises dépend notamment de la capacité des dirigeants à s'entourer et à gérer ces contraintes par une gestion prudente (Robic J.-P. et Lemeunier S., 2015).

Bien que les créateurs d'entreprises soient souvent décrits comme des personnes dotées de capacités singulières (intuition, créativité, prise de risque), ces qualités ne suffisent pas à assurer la pérennité de l'entreprise. L'accompagnement entrepreneurial, qui émerge comme un levier important pour soutenir les entrepreneurs, contribue à améliorer la pérennité des entreprises (Karim Messeghem, 2021). Plusieurs travaux montrent qu'une entreprise accompagnée a plus de chances de survivre et de croître que celle qui n'en bénéficie pas.

Dans la ville de Mbujimayi, en RD Congo, il existe des PME en activité, mais leur développement se heurte à de multiples contraintes. L'histoire économique de cette ville est marquée par la chute des activités de la MIBA, qui constituait le poumon économique de la région, ainsi que par le retrait d'autres opérateurs importants. Dans un tel contexte, de nombreux entrepreneurs se tournent vers les micros et PME, souvent en situation de fragilité. Utiliser leurs compétences et savoir-faire pour exploiter de nouvelles opportunités constitue un enjeu central (Pluchart J.-J., 2019 ; Léger-Jarniou C. et Kalousis G., 2017).

Par ailleurs, la pérennité de la PME dépend notamment de l'efficacité de son accompagnement et de la qualité de son encadrement dans l'environnement d'affaires, qui conditionne largement son développement socio-économique (Schmitt C. et al., 2016). Eu égard à ce qui précède, il y a lieu de comprendre que l'accompagnement entrepreneurial demeure un levier important de dynamisation des micros, PME dans les économies, mais reste peu exploité dans certaines régions de la planète.

Ainsi, le présent papier a pour objectifs de présenter les avis de quelques structures spécialisées sur l'accompagnement des micros, PME de la ville de Mbujimayi, et d'identifier les pistes possibles de contribution de ces structures à leur innovation et à leur émergence. L'étude se structure initialement autour de deux grands axes – repères théoriques sur l'accompagnement entrepreneurial et présentation des avis des structures enquêtées – auxquels sont ici ajoutés une méthodologie explicitée et une discussion.

Dans cette logique, la question centrale qui guide la réflexion peut être formulée comme suit : comment les structures étatiques, paraétatiques, privées et les institutions financières perçoivent-elles l'accompagnement des micros, PME de Mbujimayi, et en quoi ces perceptions éclairent-elles les limites et les potentialités de l'écosystème entrepreneurial local ?

Pour y répondre, l'article est structuré en cinq points. Le premier présente des repères théoriques sur l'accompagnement entrepreneurial ; le suivant explicite la méthodologie de l'enquête ; l'avant dernier expose les principaux résultats ; enfin, le dernier point propose une discussion. Une brève conclusion en met un terme.

I. REPÈRES THÉORIQUES SUR L'ACCOMPAGNEMENT ENTREPRENEURIAL

1.1. Bref historique de l'accompagnement entrepreneurial

Par référence à des définitions du concept d'« entrepreneuriat », l'accompagnement entrepreneurial s'inscrit dans l'ensemble des dispositifs qui visent à soutenir l'entrepreneur dans le processus de réalisation de son objectif entrepreneurial. Historiquement, les pratiques d'accompagnement trouvent d'abord leurs fondements dans le domaine de la santé et du social. Comme le soulignent Moulin (2000) et Gagnon E. et al. (2011), l'accompagnement a été mobilisé pour traduire ce qui transcende les soins médicaux spécifiques et contribue au bien-être, en termes d'attention portée à des personnes âgées, handicapées ou mourantes.

Par la suite, les pratiques d'accompagnement se sont également développées dans le champ du travail social et du milieu scolaire, en mettant l'accent sur le contrôle que la personne doit reconquérir sur sa vie. En milieu scolaire, en plus de la transmission des savoirs, l'accompagnement vise à soutenir l'élève dans ses choix, ses apprentissages et sa construction de projet, notamment à travers des applications supplémentaires (Gagnon E. et al., 2011).

En entrepreneuriat, Batavia Industrial Center est considéré comme la première structure d'accompagnement entrepreneurial : un incubateur d'entreprises créé aux États-Unis dans les années 1950–1960. À titre indicatif, il existait seulement douze structures de ce type aux États-Unis en 1980 ; leur nombre a fortement augmenté avec le développement des incubateurs dans les décennies 1980 et 1990 (Messeghem K. et al., 2013).

Avant que les politiques et les acteurs privés ne s'emparent massivement de ces dispositifs, les structures d'accompagnement ont d'abord été pensées comme des instruments au service du développement ou de l'expansion d'un territoire (Messeghem K. et al., 2013). Les travaux de Hackett et Dilts (2004) et d'Aaboen (2009), cités par Messeghem K. et al. (2013), montrent que les incubateurs, couveuses d'entreprises, dispositifs pour étudiants, incubateurs sociaux, etc. se sont multipliés. De nouveaux entrants issus de la sphère privée, souvent en lien avec l'économie numérique, l'économie collaborative ou la gig economy, se développent également (Messeghem K. et al., 2020).

Dans les pays africains, il existe aussi une diversité de dispositifs d'accompagnement (fonds publics, structures parapubliques, organisations privées, ONG), mais la question de leur performance et de la qualité des pratiques d'accompagnement reste posée (Nkakleu R., 2018).

1.2. Définition de l'accompagnement entrepreneurial

Malgré la polysémie du mot « accompagner », l'apprentissage en entrepreneuriat et l'analyse des interactions entre porteurs de projet et accompagnateurs ont permis de dégager progressivement une définition opérationnelle de l'accompagnement entrepreneurial (Dubard Barbosa et al., 2016). Accompagner, c'est d'abord l'acte d'accueillir une personne et de cheminer avec elle, en l'aidant à clarifier son histoire, ses problèmes, ses difficultés, ses incertitudes et hésitations, mais aussi à valoriser ses ressources propres, à prendre des décisions et à reconquérir du pouvoir d'agir (Gagnon E. et al., 2011).

Le concept d'accompagnement entrepreneurial recouvre un ensemble d'actions et de dispositifs mis en œuvre par des structures (publiques, paraétatiques, privées, associatives) pour offrir au créateur ou au repreneur d'entreprise les ressources matérielles et immatérielles nécessaires au démarrage, à la consolidation et au développement de son projet (Pluchart J.-J., 2013). Pour les entreprises naissantes, l'accompagnement contribue à réduire l'incertitude, à structurer le projet, à accéder à des réseaux, à des financements, etc. Pour les entreprises existantes, il permet de consolider la croissance, d'accompagner l'innovation et d'éviter certaines formes d'échec entrepreneurial (Philippart P., 2017).

1.3. Rôle et performance de l'accompagnement entrepreneurial

Processus facilitateur, l'accompagnement joue un rôle clé dans les phases précoces de la création et du développement d'entreprise. En offrant un cadre de réflexion, il conforte les porteurs de projet dans la mise en œuvre de leurs idées, les aide à formaliser leur modèle économique, à confronter leur projet aux réalités du marché, et à construire des stratégies de croissance. L'accompagnement met en scène différents acteurs – conseillers, experts, mentors, réseaux – autour du porteur de projet, avec pour but de révéler son potentiel et de favoriser l'émergence de solutions adaptées à son contexte (Sanaa Haouata et Younes Bennane, 2020).

Les dispositifs d'accompagnement visent, suivant les cas, à consolider les capacités de gestion, à renforcer l'ancrage institutionnel et économique de l'entreprise, à transférer des compétences techniques et managériales, ou encore à intégrer le porteur de projet dans des réseaux professionnels et des communautés d'apprentissage (Sammut S., 2003). Des auteurs tels que Paturel (2000), Soetanto (2005), Vedel et al. (2010), Pluchart J.-J. (2013, 2014, 2019) ont proposé divers indicateurs pour apprécier la performance des réseaux et dispositifs d'accompagnement : pérennité et résultats des entreprises accompagnées, efficience du réseau, transformations effectivement observées dans les pratiques des entrepreneurs, etc.

Quant aux facteurs d'échec de l'accompagnement, les indicateurs avancés dans la littérature portent notamment sur l'insuffisance d'outils adaptés, le manque de confiance des créateurs dans les accompagnateurs, des décalages entre les attentes des entrepreneurs et les offres de services, ou encore une focalisation excessive sur l'administratif au détriment de l'accompagnement existentiel et professionnel (Pluchart J.-J., 2013 ; Dubard Barbosa et al., 2016).

Ainsi, les repères théoriques ci-dessus permettent de situer l'accompagnement entrepreneurial comme un levier potentiellement puissant pour soutenir les micros, PME. La question, dans le contexte de Mbujimayi, est de savoir comment ce levier est perçu et mobilisé par les structures spécialisées.

II. MÉTHODOLOGIE

Les données empiriques mobilisées dans ce travail sont issues d'une enquête réalisée dans le cadre de la thèse de doctorat de François Kazadi Nkese, portant sur le tissu industriel et entrepreneurial de la ville de Mbujimayi. Le présent article exploite spécifiquement la partie de cette enquête relative aux avis des structures spécialisées sur l'accompagnement des micros et PME.

2.1. Type d'étude et outils de collecte

L'étude adopte une démarche qualitative à dominante descriptive, fondée sur :

- un questionnaire d'enquête adressé aux structures concernées par l'accompagnement des micros, PME ;
- un entretien semi-directif approfondi avec le président provincial de la Confédération des PME congolaises (COPEMECO), visant à recueillir un point de vue global sur l'évolution des petites et moyennes industries (PMI) à Mbujimayi.

Le questionnaire et les guides d'entretien ont été conçus de manière à recueillir les perceptions des acteurs sur :

- la situation des micros, PME (performances, difficultés, pratiques de gestion) ;
- la culture de crédit et d'accompagnement ;
- les formes d'appui disponibles et leurs limites ;
- l'état de l'écosystème d'affaires local.

L'enquête, élargie aux micros et PME, s'est déroulée sur plusieurs mois, sur la base d'une démarche systématique de collecte auprès des structures ciblées. C'est au cours de cette même période que l'entretien semi-directif a été réalisé.

2.2. Population et groupes d'acteurs enquêtés

Les structures enquêtées sont réparties en trois grands groupes :

1. **Structures étatiques et paraétatiques** :
   - Division provinciale de l'Économie du Kasaï-Oriental ;
   - Fédération des Entreprises du Congo (FEC), siège de Mbujimayi ;
   - Division provinciale de la Petite et Moyenne Entreprise et de l'Artisanat (PMEA) ;
   - Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) Kasaï-Oriental ;
   - une chambre de commerce et d'industrie (RDC, siège de Mbujimayi) ;
   - l'Agence nationale de développement de l'entrepreneuriat congolais (ANADEC).
2. **Structures privées non financières et cabinets fiduciaires** :
   - Confédération des PME congolaises (COPEMECO), siège de Mbujimayi ;
   - Amicale des Anciens du séminaire pour le développement de l'entrepreneuriat local ;
   - autres structures privées impliquées dans l'appui aux micros, PME ;
   - cabinets fiduciaires Bel Ami et M. Philippe, qui interviennent dans la tenue de comptabilité, l'appui administratif et la gestion.
3. **Institutions de financement privées** :
   - institutions financières, notamment les banques commerciales (dont Rawbank) et les institutions de microfinance ;
   - la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), direction provinciale, également sollicitée comme acteur en lien avec l'accès au crédit.

Ces différents acteurs constituent un ensemble représentatif des structures spécialisées dans l'accompagnement, le financement et l'encadrement des micros, PME à Mbujimayi.

2.3. Traitement des données

Les réponses aux questionnaires et l'entretien semi-directif ont fait l'objet d'une analyse de contenu thématique, permettant de regrouper les avis par catégories : culture d'accompagnement, culture de crédit, capacité d'innovation, pratiques de gestion, obstacles dans l'écosystème d'affaires, etc.

En complément, un tableau statistique a été établi à partir des informations collectées à la Division provinciale de l'Économie, retraçant l'évolution du nombre de PMI en fonctionnement normal, en difficulté de fonctionnement et à l'arrêt complet. Ce tableau permet de situer les propos des enquêtés dans une dynamique temporelle du tissu industriel local.

III. RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

3.1. Résultats de l'entretien semi-directif

Selon le président provincial de la Confédération des PME congolaises (COPEMECO), le tissu des petites et moyennes industries de Mbujimayi a connu une dégradation significative au cours de la dernière décennie. Un nombre important d'unités industrielles sont passées de la situation « en fonctionnement normal » à celle « en difficulté », puis à l'« arrêt complet ». Le tableau établi sur la base des données de la Division provinciale de l'Économie montre la diminution du nombre de PMI en fonctionnement normal et l'augmentation corrélative des entreprises en difficulté ou à l'arrêt, ainsi que les principaux facteurs de disparition.

Tableau I. Nombre de PMI en fonctionnement normal, en difficulté de fonctionnement et à l'arrêt complet

Année	Etat de PMI	Nombre de PMI	Raisons de dysfonctionnement et/ou de cessation d'activités
Janvier 2013	En fonctionnement	22	- Absence d'infrastructures de base adéquates - Déficit dans la desserte en énergie électrique - Difficile accès au financement - Difficultés d'approvisionnement en matières premières - Faiblesse de la demande - Impôts et taxes excessifs - Nécessité des moyens financiers de sauvetage - Rareté des matières premières - Etc.
	En difficulté de fonctionnement	11	
	A l'arrêt complet	6	
Janvier 2023	En fonctionnement	12	
	En difficulté de fonctionnement	5	
	A l'arrêt complet	8	

Source : établi sur la base des informations collectées à la Division provinciale de la PMEA du Kasaï-Oriental : en janvier 2013, dans le cadre de la rédaction du mémoire de DEA, et en janvier 2023 pour la réalisation de la thèse de doctorat de François Kazadi Nkese.

Au regard de ce tableau, il apparaît que si des dispositions utiles ne sont pas prises pour améliorer l'écosystème d'affaires de Mbujimayi, les entreprises actuellement en difficulté ne tarderont pas à disparaître à leur tour. Cette évolution confirme la fragilité du tissu entrepreneurial local et la nécessité d'un appui plus structuré aux micros, PME.

3.2. Résultats de l'enquête par questionnaire

Les résultats de l'enquête révèlent les perceptions des structures enquêtées sur la situation des micros, PME de la ville et sur la place de l'accompagnement.

3.2.1. Avis des structures étatiques et paraétatiques

Pour la Division provinciale de l'Économie du Kasaï-Oriental, les micros, PME de Mbujimayi ont évolué dans un environnement marqué par la chute des activités de la MIBA, ainsi que par le retrait ou la réduction des activités d'autres opérateurs économiques importants (par exemple Brasimba). Cette désindustrialisation régionale a fragilisé l'ensemble de l'écosystème d'affaires et réduit les débouchés locaux, ce qui pèse sur les micros, PME.

La Fédération des Entreprises du Congo (FEC), siège de Mbujimayi, souligne l'insuffisance de formation et de connaissances des micros, PME sur la procédure de création d'entreprise et sur les obligations administratives et fiscales. L'exercice d'une activité économique devrait, selon cette structure, reposer sur une meilleure maîtrise des règles de l'environnement d'affaires. Le niveau de gestion financière, comptable et administrative est jugé faible pour une partie des micros, PME de la ville.

L'Agence nationale de développement de l'entrepreneuriat congolais (ANADEC) insiste sur les difficultés rencontrées par les entrepreneurs, liées notamment à une capacité intellectuelle insuffisante pour certains, à une faible capacité d'innovation et à une culture d'accompagnement jugée moyenne. L'information et la formation des entrepreneurs en général, et de ceux de Mbujimayi en particulier, sont considérées comme des leviers essentiels de changement.

La Division provinciale de la PMEA estime également que le niveau de gestion et les compétences managériales des micros, PME sont faibles, et que leur culture d'accompagnement demeure moyenne. Initier des séances de sensibilisation sur les procédures, les bonnes pratiques de gestion et les opportunités d'appui est jugé nécessaire.

Pour le Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) Kasaï-Oriental, les micros, PME de la ville se caractérisent par une faible culture de crédit et d'accompagnement, le non-respect de certains engagements, une faible capacité d'innover, un manque de projets suffisamment structurés, ainsi que de mauvaises pratiques de gestion. Le FPI ne s'érige pas explicitement en structure d'accompagnement, mais en bailleur de fonds ; il considère que son rôle est d'octroyer des financements à des organisations éligibles, qui doivent assumer ensuite leurs responsabilités en matière de gestion. L'accès aux financements du FPI est soumis à la signature de contrats établis sur la base des projets des demandeurs.

La chambre de commerce et d'industrie, siège de Mbujimayi, met en exergue la faiblesse de la culture d'entreprise, de la capacité d'innover et de la culture d'accompagnement qui caractérisent les micros, PME de la ville.

3.2.2. Avis des structures privées non financières et des cabinets fiduciaires

Selon la Confédération des PME congolaises (COPEMECO), siège de Mbujimayi, les micros, PME font face à plusieurs difficultés : faible culture de crédit, faible capacité à mobiliser les ressources financières internes, méconnaissance des mécanismes d'accompagnement existants, faible capacité d'innover et faible culture d'accompagnement. La COPEMECO souligne que certains entrepreneurs ne tiennent pas de comptabilité formalisée, ce qui rend difficile l'accès au crédit.

L'Amicale des Anciens du séminaire pour le développement de l'entrepreneuriat local insiste sur la nécessité de renforcer la formation en gestion, de promouvoir l'innovation et d'encourager les entrepreneurs à s'inscrire dans des démarches d'accompagnement structurées.

Les cabinets fiduciaires (Bel Ami, M. Philippe, etc.), interrogés à ce sujet, confirment que les micros, PME de Mbujimayi ont des pratiques de gestion souvent informelles, reposant sur des registres ou cahiers de ventes peu systématisés, et montrent une faible culture de recours à des services de conseil ou d'accompagnement.

3.2.3. Avis des institutions de financement privées

Selon les institutions financières, notamment les banques commerciales et les institutions de microfinance, les micros, PME se heurtent à plusieurs obstacles dans l'accès au crédit. Les banques fonctionnent sur la base de la confiance et de la solvabilité ; or, de nombreuses structures hésitent à accorder des crédits aux micros, PME faute de garanties, de documents comptables fiables ou de projets jugés suffisamment viables. Pour la Rawbank, par exemple, la méfiance des entrepreneurs à l'égard du crédit – parfois perçu comme une « dette dangereuse » – complique également la relation avec les institutions financières.

Pour éradiquer cette mauvaise conception du crédit et limiter les risques d'impayés, les institutions financières insistent sur la nécessité de renforcer la culture de crédit et de responsabiliser les entrepreneurs, afin d'éviter des situations de surendettement ou d'abandon de projets.

La FEC, direction provinciale, rappelle que les micros, PME devraient tenir des outils de gestion de base (registres, cahiers de ventes, états financiers simplifiés) pour faciliter l'analyse de leurs demandes de crédit. L'absence de tels outils contribue à la réticence des banques et des IMF à financer ces entreprises.

3.3. État des lieux de l'écosystème d'affaires de la ville de Mbujimayi

Les structures enquêtées ont également fourni des informations sur l'écosystème d'affaires de Mbujimayi. Les difficultés majeures auxquelles se heurtent les micros, PME concernent :

- l'insuffisance d'infrastructures de base (routes dégradées, difficultés d'acheminement des biens, coûts de transport élevés) ;
- l'accès irrégulier à l'énergie électrique, qui perturbe la continuité des activités ;
- la lenteur de certaines procédures administratives ;
- une fiscalité jugée lourde ;
- l'absence ou l'insuffisance d'espaces dédiés aux activités productives ;
- la faiblesse des dispositifs d'accompagnement structurés.

Les affaires étant aussi une question de temps, la rareté des infrastructures modernes et la faible qualité des services (transports, énergie, TIC, etc.) affectent le fonctionnement quotidien des micros, PME en termes de gain de temps, de délais, de coûts et même de qualité des produits et services.

IV. DISCUSSION DES RÉSULTATS

Les résultats confirment que les micros, PME de Mbujimayi évoluent dans un écosystème d'affaires défavorable, marqué par des contraintes structurelles lourdes (infrastructures, énergie, fiscalité, accès au financement). Cette situation rejoint, dans le contexte congolais, les constats plus généraux faits dans la littérature sur les difficultés rencontrées par les PME en Afrique (Schmitt C. et al., 2016 ; Julien L., 2008 ; OCDE, 2017).

Sur le plan de l'accompagnement, les structures étatiques, paraétatiques, privées et financières convergent pour reconnaître l'importance de l'appui à apporter aux micros, PME, mais les pratiques restent encore limitées, fragmentées et parfois centrées sur des aspects administratifs ou financiers plutôt que sur un accompagnement global du porteur de projet (Dubard Barbosa et al., 2016 ; Pluchart J.-J., 2013, 2014, 2019). L'accompagnement apparaît davantage comme un discours prescriptif que comme une réalité structurée.

Par ailleurs, les avis recueillis mettent en avant les limites propres aux micros, PME : faible culture de crédit, faible culture d'accompagnement, faible capacité d'innover, insuffisance de formation en gestion. Ces éléments renvoient à la dimension « entrepreneuriale » de l'accompagnement : ce dernier ne peut être efficace que si les porteurs de projet acceptent de s'y inscrire et de transformer leurs pratiques (Sammut S., 2003 ; Jean-Philippe R. et Sébastien L., 2015).

La discussion montre ainsi que le problème ne se situe pas uniquement du côté des entrepreneurs ou du côté des institutions, mais dans la relation d'accompagnement elle-même : qualité des dispositifs, lisibilité de l'offre d'appui, ajustement aux besoins des micros, PME, capacité des structures à jouer un rôle de médiation entre l'entreprise et son environnement (Michelle H.-G., 2017 ; Hentic-Giliberto M. et Berger-Douce S., 2017).

Enfin, l'évolution du nombre de PMI en fonctionnement normal, en difficulté ou à l'arrêt laisse penser que l'absence d'un accompagnement structuré, conjuguée à un environnement d'affaires défavorable, conduit à une fragilisation progressive du tissu entrepreneurial local (Tshipinda Kasonga Shambuyi L. et al., 2015). L'accompagnement des micros, PME de Mbujimayi devrait ainsi être pensé comme un levier central de redynamisation économique.

CONCLUSION

Au regard des résultats d'enquête et d'entretien, l'environnement d'affaires de la ville de Mbujimayi n'est pas encore suffisamment favorable au développement des micros, PME. Il est marqué par la dégradation des infrastructures, les difficultés d'accès à l'énergie, une fiscalité jugée lourde, la faiblesse des services d'appui et des dispositifs d'accompagnement structurés. Cet environnement accentue la vulnérabilité des micros, PME et ne favorise pas l'émergence de l'entrepreneuriat local.

En outre, l'implication non efficace – ou, en d'autres termes, limitée – de certaines structures spécialisées dans l'accompagnement ne permet pas aux micros, PME de disposer de stratégies efficaces de croissance. De nombreux acteurs se positionnent davantage comme financeurs, régulateurs ou contrôleurs que comme accompagnateurs au sens fort du terme.

Dans un environnement d'affaires caractérisé par cet ensemble de contraintes, l'accompagnement entrepreneurial des micros, PME jouera un rôle central dans l'émergence des entreprises. Accompagner ces structures avec des solutions efficaces et adaptées (formation, appui en gestion, aide à l'innovation, soutien dans la recherche de financement, mise en réseau, etc.) apparaît comme une voie privilégiée pour renforcer leur capacité à survivre, à croître et à contribuer au développement local.

Accompagner les micros, PME avec des solutions efficaces et adaptées, en tenant compte de leurs réalités, de leurs contraintes et de leurs potentialités, et sensibiliser les entrepreneurs aux solutions existantes, telles sont les perspectives qui se dégagent de cette étude. On peut en conclure que l'accompagnement entrepreneurial demeure un levier décisif pour l'innovation et l'émergence des micros, PME de Mbujimayi, à condition que les structures impliquées clarifient leurs rôles, coordonnent leurs interventions et renforcent la qualité de leurs pratiques.

RÉFÉRENCES

- ALAIN, F. (2005). *Introduction à l'entreprenariat*. Paris : éd. Dunod.
- ALI, S. et NABIL, K. (2010). « Repenser l'échec entrepreneurial... », *Revue internationale P.M.E. : économie et gestion de la petite et moyenne entreprise*, 23(2), 65–106.
- CATHERINE, L.-J. et GEORGES, K. (2017). *La boîte à outils de la création d'entreprise*. Paris : éd. Dunod.
- DIDIER, C. et al. (2015). « La croissance des entreprises : notions et enjeux pour le management », *Revue internationale P.M.E.*, 28(3-4), 27–36.
  DUBARD, B. et al. (2016). « Les dérives des systèmes d'accompagnement... », *Revue internationale P.M.E.*, 29(3-4), 193–239.
- ÉRIC, G. et al. (2011). « Ce qu'accompagner veut dire – What Coaching Means », *Revue d'intervention sociale et communautaire*, 17(1), 90–111.
- HENTIC-GILIBERTO, M. et BERGER-DOUCE, S. (2017). « Rôle de l'accompagnement amont sur la création d'entreprises... », *Revue de l'Entrepreneuriat*, 16(2), 27-57.
- JEAN-PHILIPPE, R. et SÉBASTIEN, L. (2015). *L'entrepreneur face au doute : médiation, soutien et solutions*. Louvain-la-Neuve : éd. De Boeck.
- JULIEN, L. (2008). « Comment améliorer l'accès au financement des PME en Afrique subsaharienne ? », *Afrique contemporaine*, 3(227), 153-174.
- KARIM, M. (2021). « Performance de l'accompagnement entrepreneurial ». Dans : *L'accompagnement entrepreneurial*, sous la direction de Karim Messeghem. éd. EMS.

- KARIM, M. et al. (2013). « L'accompagnement entrepreneurial, un champ de recherche en émergence : quels leviers de performance ? », *Management international*, 17(3), 65–71.
- KARIM, M. et al. (2020). « Les mutations de l'accompagnement entrepreneurial », *Revue française de gestion*, 1(286), 59-67.
- MICHELLE, H.-G. (2017). « Rôle de l'accompagnement amont sur la création d'entreprises... », *Revue de l'Entrepreneuriat*, 16(2), 27-57.
- OCDE. (2017). *Libérer le potentiel des jeunes entrepreneurs en Afrique*. Études du Centre de développement. Paris : éd. OCDE.
- PASCAL, P. (2017). « L'accompagnement de l'entrepreneur en différentes phases... », *De Boeck Supérieur*, 1(16), 11-29.
- PATRICK, V. (2006). « L'accompagnement des entrepreneurs durant les périodes de doute », *Revue de l'Entrepreneuriat*, 5(1), 31-57.
- PLUCHART, J.-J. (2013). « Les performances des réseaux d'accompagnement entrepreneurial », *Vie et Sciences de l'entreprise*, 193(1), 93-113.
- PLUCHART, J.-J. (2014). « L'approche par les ressources des réseaux d'accompagnement entrepreneurial », *Recherches en Sciences de Gestion*, 102(3), 47-71.
- PLUCHART, J.-J. (2019). « L'accompagnement des entreprises innovantes... », *Revue Internationale de Psychosociologie et de Gestion des Comportements Organisationnels*, 25(60), 17-40.
- RAPHAËL, N. (2018). *Accompagnement des petites entreprises au Cameroun et au Sénégal*. éd. Management et Société (EMS).
- SANAA, H. et YOUNES, B. (2020). « La performance de l'accompagnement entrepreneurial ». Dans : *Développement économique et emploi en Afrique francophone – L'entrepreneuriat des jeunes et des femmes*, sous la direction de Landry Signé et Abdou Aly Mbaye, Presses de l'Université de Montréal, 267-286.
- SCHMITT, C. et al. (2016). « L'accompagnement entrepreneurial en Afrique : une lecture critique », *Revue africaine de management*, 1(1), 1-12.
- SIENTIONHON AMADOU, S. (2018). *Étude des facteurs de succès des incubateurs d'entreprises technologiques en Afrique subsaharienne*. Thèse de doctorat en sciences de gestion, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire).
- SYLVIE, S. (2003). « L'accompagnement de la jeune entreprise », *Revue française de gestion*, 3(144), 153-164.
- THIERRY, V. et ALAIN, F. (2005). « Paradigmes et entrepreneuriat », *Revue de l'Entrepreneuriat*, 4(1), 33-52.
- TSHIPINDA KASONGA SHAMBUYI, L. et al. (2015). *De la restauration de la ville de Mbujimayi par l'esprit managérial*. *Pistes Africaines*, 5(2).